

nir, on ne parlera plus du traité de Québec, mais seulement des joyeux festins de Washington.

L'honorable premier ministre a dit que l'acte le plus pervers dont le Sénat s'était rendu coupable, c'était d'avoir rejeté le bill relatif à la construction d'un chemin de fer au Yukon. Il doit être dans une profonde ignorance des sentiments de ses propres concitoyens pour parler ainsi, car d'un bout à l'autre du pays, on applaudit à cet acte du Sénat. Le premier ministre n'a pas osé en appeler au peuple du vote du Sénat ; mais on essaie d'embrouiller la question en prétendant que les membres de la gauche sont opposés au développement du territoire du Yukon. Il n'en est pas ainsi, M. l'Orateur, mais nous avons combattu l'infâme marché que le gouvernement voulait bâcler. Si ce marché eût été conclu et exécuté, si cette lointaine contrée fut devenue la proie des entrepreneurs, ainsi qu'on le proposait, il y aurait eu là une rébellion que rien n'aurait pu apaiser. Si les principaux cours d'eau où se trouvent les placers avaient été livrés aux entrepreneurs qui en auraient chassé les prospecteurs, si on eût imposé au public en général un droit régalien beaucoup plus élevé que celui que l'on exigeait des entrepreneurs, si, dis-je, on eût tenté de donner effet à un pareil marché, une révolution s'en serait suivie. Le Sénat, en rejetant le projet de loi ministériel, s'est fait honneur et a fait au pays un bien incalculable.

L'accroissement général de la prospérité du pays est une cause de réjouissance pour chacun de nous ; mais que les honorables membres de la droite me permettent de leur demander quel aurait été l'état du pays, s'ils avaient appliqué la politique qu'ils ont prêchée pendant des années, lorsqu'ils voulaient arrêter la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique. Sans cette voie ferrée, les mines de la Colombie et du Yukon, les vastes prairies du Nord-Ouest, et les immenses pâturages de ce grand territoire, seraient restés sans valeur pour nous, et le Canada, au lieu de prospérer, serait encore une petite colonie, sans énergie ni esprit d'entreprise.

On a peut-être assez parlé du plébiscite, mais je ne puis m'empêcher de dire que j'ai été un des rares membres de cette Chambre, il me fait peine de le déclarer, qui ont eu le courage de leurs convictions et qui se sont levés pour dire au gouvernement que toute l'affaire était une blague, qu'il le savait et qu'il n'avait pas l'intention d'aller plus loin, quelque fût le vote populaire. Je tombe parfaitement d'accord avec le gouvernement lorsqu'il dit que ce serait un outrage d'adopter une loi de prohibition en face du vote émis, ou de tout autre vote qui pourrait être donné. Le très honorable premier ministre nous a dit qu'il n'avait l'intention de présenter une mesure prohibitive, que si 50 pour 100 des électeurs inscrits s'étaient prononcés en faveur de la prohibition. Aurait-il la bonté de me dire si, sur les questions qu'on a sou-

mises au peuple, une proportion de 50 pour 100 des électeurs s'est prononcée d'un côté ou de l'autre ? La chose ne serait pas possible, je crois, et la proportion que le premier ministre avait dans l'esprit, lorsqu'il a accordé un plébiscite, était de nature à induire le public dans une erreur profonde, et j'espère que, d'une façon ou d'une autre, le gouvernement qui a soulevé une classe contre une autre, et imposé au pays une dépense énorme et inutile, portera le poids de sa faute.

Revenant pour un moment à la question du Sénat, permettez-moi de dire que c'est un beau spectacle que de voir ce gouvernement aller rechercher l'appui du gouvernement de la province de l'Ontario, un gouvernement tellement discrédité qu'il subirait une écrasante défaite s'il en appelait au peuple, un gouvernement qui ne se soutient qu'au moyen du patronage et de la crainte qu'éprouvent ses partisans—qui, désirant arriver aux emplois publics, ne veulent pas se laisser devancer par leurs concurrents.

L'administration actuelle cherche un cri de guerre, elle veut en appeler au peuple et au parlement impérial en demandant l'abolition du Sénat, afin de détourner l'attention des méfaits de son passé. Si le gouvernement veut abolir le Sénat, qu'il se présente devant le peuple et lui soumette son projet. Si l'on croit nécessaire de changer notre constitution qu'on consulte le pays, et qu'en suite, on se présente aux autorités compétentes pour faire régler la question.

Je suis convaincu que l'honorable préopinant (M. Broder) a frappé juste, lorsqu'il a dit que le gouvernement avait tellement manqué à toutes ses promesses qu'il avait peur d'avoir perdu toute influence sur le pays, et qu'il voulait avoir un cri de guerre pour se présenter devant le pays, et que c'était pour cette raison qu'on demandait l'abolition du Sénat.

M. Gladstone, je crois, a poussé le même cri contre la Chambre des Lords. Je me trouvais à Londres dans le temps, et M. Gladstone, peut-être un peu plus sage que nos ministres canadiens, avait convoqué une assemblée monstre. Plus de 100,000 personnes se rendirent à Hyde Park. Il y en avait une grande procession, et à certains endroits, sur le défilé, on avait placé des barils de bière afin d'abreuver les gens altérés. Diverses bannières flottaient au vent. Une de ces bannières, que je n'ai pas oubliée, représentait les sentiments du peuple. On avait peint sur cette bannière un immense poirier, avec d'énormes bouquets de poires, et au bas la populace armée de bâtons et de pierres, avec cette inscription : "Down with the pears."

L'agitation de M. Gladstone échoua et toute agitation semblable pour abolir le Sénat échouera de même, à moins que le peuple ne la soutienne. Dans Ontario, loin de vouloir abolir le Sénat, nous commençons à sentir que la seule sauvegarde de notre propriété et de nos droits, serait l'éta-